



Rapport annuel 2023

Forum Civique Européen



Faire tout ce qui est dans notre impuissance

«Zeitenwende», changement d'époque, est le nouveau mot à la mode, au moins dans le monde germanique, depuis l'attaque russe contre l'Ukraine du 24 février 2022, comme si les temps étaient en train de changer comme sous une loi naturelle. Comme si nous n'avions pas notre mot à dire.

Ce «changement d'époque» n'était-il pas prévisible ? Par exemple lorsque la Russie a occupé la Crimée en 2014 et lancé une guerre hybride dans le Donbas? La politique n'a-t-elle pas échoué à de nombreux niveaux ? Y compris lors de la pandémie de Covid-19 et de la crise climatique? Ou ce discours sur le changement d'époque n'est-il destiné qu'à nous rendre dociles pour que nous acceptions une nouvelle course à l'armement? Et jusqu'à quel point devons-nous l'accepter pour pouvoir nous défendre contre des régimes totalitaires? Ou existe-t-il des alternatives, peut-être même des solutions politiques, pour mettre fin à l'effusion de sang ou à l'empêcher?

L'année 2023 a soulevé plus de questions qu'elle n'a apporté de réponses. Mais une chose est sûre: les temps tournent à l'envers et piétinent de nombreuses valeurs que

nous avons portées haut jusqu'à présent. Nous sommes sur le point de retourner à la barbarie.

Le 7 octobre 2023, la nouvelle des massacres et des enlèvements perpétrés par le Hamas dans la zone frontalière israélienne avec Gaza nous a frappés comme un coup de tonnerre. Dans la foulée, l'armée israélienne s'apprête, encore plus que jamais, à détruire le territoire palestinien et à tuer des dizaines de milliers de personnes. Ce «changement d'époque» n'était-il pas non plus prévisible? N'est-il pas la conséquence d'un conflit vieux de plusieurs décennies, sur lequel le monde avait fermé les yeux? Et que différentes puissances ne cessent d'attiser?

Face à des événements aussi terribles, l'impuissance nous paralyse. L'aphoriste Nikolaus Cybinski remarque dans ce contexte: «Peut-être le monde se porterait mieux si nous commençons enfin à faire tout ce qui est dans notre impuissance ?»

Cela semble paradoxal, mais le changement de mot de «pouvoir» à «impuissance» invite à la créativité. L'impuissance ne doit pas être paralysante. Même nous, qui sommes im-

puissant·es, pouvons faire quelque chose – souvent plus que nous ne le pensons. Cette réflexion s’applique parfaitement à notre travail de longue date au sein du Forum Civique Européen: nous réunissons les personnes et les initiatives «impuissantes» les plus diverses et nous nous renforçons mutuellement. Et nous n’abandonnons pas des valeurs telles que la solidarité sans frontières, la paix et la justice, même si le «changement d’époque» veut nous en empêcher.

Ainsi, à cause d’Israël et de Gaza, nous avons décidé de ne pas nous ranger derrière un quelconque drapeau. Au lieu de cela, nous nous mettons à la recherche d’initiatives de paix communes de la société civile d’Israélien·nes et de Palestinien·nes, précisément parce qu’ils sont maintenant exposés à une grande épreuve. Nous sommes convaincus qu’il existe un autre Israël au-delà de l’actuel gouvernement inhumain et qu’il existe une Palestine au-delà de la terreur du Hamas, qui ne devrait pas être célébrée comme un acte

de libération. En Europe, un dialogue entre les citoyen·nes juifs, la diaspora palestinienne et les opposant·e·s à la guerre d’origines diverses est également cruellement nécessaire.

Là aussi, nous pouvons faire tout ce qui est en notre impuissance pour rassembler les gens - avec une issue incertaine, comme nous le savons tous. Mais nous devrions essayer.

L’équipe du Forum Civique Européen (FCE)
Bâle, juin 2024



Rencontre FCE en mars 2024 à Nikitsch, en Autriche, à la frontière avec la Hongrie, avec des activistes de Bosnie, Croatie, Ukraine, Autriche, Roumanie, France, Suisse et Allemagne.

Guerre en Ukraine

L'engagement en faveur des personnes touchées par la guerre en Ukraine est devenu une priorité majeure pour le Forum Civique Européen.

Depuis l'indépendance du pays en 1991, des contacts directs ont été noués et des partenaires fiables ont été trouvés sur place, qui sont désormais actifs: pour les évacuations, les déplacé·es internes, les prisonniers de guerre, les victimes traumatisées de la guerre ainsi que les questions écologiques.

Le FCE soutient toutes ces initiatives.





Aide psychologique aux personnes traumatisées par la guerre

Au cours de l'année de ce rapport, notre priorité en Ukraine a été de soutenir l'aide psychologique aux personnes traumatisées par la guerre. Le «Comité d'aide médicale en Transcarpatie» (CAMZ), notre partenaire sur place, a organisé une rencontre nationale avec des spécialistes ukrainien·nes, à laquelle nous avons invité des expert·es de la France et de la Suisse – un premier échange pour une collaboration internationale à long terme.

Plusieurs initiatives de la société civile en Ukraine prennent en charge des enfants et des adolescent·es traumatisé·es par la guerre avec une approche artistique et thérapeutique. Nastya Malkyna et Genia Koroletov, deux jeunes artiste·es installé·es à l'intérieur du pays, organisent des ateliers avec des enfants, principalement dans la ville de Kramatorsk, dans l'est de l'Ukraine. Ce projet est centré sur des cartes postales créées par les enfants. Au milieu de la catastrophe, les artistes tentent de créer un espace de liberté afin de pouvoir traiter les blessures psychologiques de manière créative. Nous avons invité les deux artistes en Suisse et, en octobre

et novembre de l'année 2023, l'exposition «Vidkrytky» a eu lieu à Bâle pour leur permettre de présenter leur travail.

Fin novembre, nous avons lancé un appel pour soutenir financièrement des camps créatifs pour enfants et adolescent·es traumatisé·es – des «Art-Camps» – organisés par l'initiative d'aide Base-UA. Les jeunes participant·es ont fui les zones de combat pour échapper aux bombes, parfois à plusieurs reprises. Souvent, ils et elles ont perdu des membres de leur famille. Dans les camps, les enfants et adolescent·es lour-

dement éprouvé·es reprennent goût à la vie et sont consolidé·es psychologiquement. Des pédagogues, des psychologues et des artistes les y aident. Les camps sont organisés dans l'ouest de l'Ukraine – là où les bombes ne tombent pas. Dans le village des Carpates de Nizhne Selishche, l'association Molotok que nous soutenons gère une auberge de jeunesse. Les premiers camps y ont été organisés avec succès au cours de l'année. L'idée des Art-Camps a suscité un grand intérêt dans notre cercle de soutien en Suisse.

Liberté pour Maxime Boutkevitch

En juin 2022, le journaliste et militant des droits humains ukrainien Maxime Boutkevitch, avec lequel nous sommes en contact depuis longtemps, a été capturé par l'armée russe. Choqué par l'agression de la Russie contre son pays, il s'était porté volontaire pour rejoindre l'armée ukrainienne. Dans un premier temps, on ne savait pas où il se trouvait pendant plusieurs mois, puis il a enfin pu donner signe de vie. Sur la base de mensonges grossiers, il a été condamné le

10 mars de l'année de ce rapport par un tribunal de Luhansk, ville occupée par les Russes, à 13 ans de détention renforcée dans un camp. Maxime Boutkevitch est une épine dans le pied du président russe, car il a régulièrement démasqué son régime et sa propagande.

Nous participons activement à la campagne internationale pour sa libération. Dans le cadre d'une action commune avec le Réseau Suisse-Transcarpatie/Ukraine (NeSTU) et le

groupe de musique folklorique ukrainien «Hudaki Village Band», nous avons organisé le 31 mars une veillée musicale devant le Palais fédéral à Berne – dans le but de demander au chef du Département fédéral des affaires étrangères, le Conseiller fédéral Ignazio Cassis, d'intervenir en faveur de la libération de Maxime Boutkevitch et d'autres Ukrainien·nes détenu·es en Russie. Plusieurs douzaines de personnes de toute la Suisse ont participé à cette manifestation et une lettre à l'attention du Conseiller fédéral Cassis a pu être remise au Palais fédéral.

Engagement contre l'écocide

Notre engagement pour la protection de la zone naturelle sur le massif montagneux de Svydovets dans les Carpates ukrainiennes – en collaboration avec le Comité «Free Svydovets» – s'est poursuivi. Les oligarques qui sont derrière le projet d'une gigantesque station de ski veulent même l'agrandir – et ce pendant la guerre et au prix de la destruction d'un paysage naturel unique. Les militant·es écologistes luttent à la fois pour la préservation de Svydovets et contre



l'ensemble de l'écocide actuellement en cours en Ukraine, en grande partie causé par la guerre. Avec nos partenaires, nous intervenons régulièrement auprès des instances européennes, comme ce fut le cas durant l'année. Ensemble, nous demandons la prise en compte de critères écologiques pour une éventuelle reconstruction plutôt que la promotion de mégaprojets polluants.

Migration & exploitation

La «mer de plastique» d'El Ejido reste le centre de la production industrielle de légumes en Europe et mise sur l'exploitation impitoyable des êtres humains et des ressources.

Les journalièr·es sont pour la plupart des réfugié·es et des sans-papiers.

Cette exploitation existe dans de nombreux pays européens. Le Forum Civique Européen soutient les syndicats, les comités et les campagnes contre l'esclavage moderne.





Espagne

Dans la mer de plastique d'El Ejido

Depuis plus de vingt ans, le syndicat indépendant des travailleurs·euses agricoles SOC-SAT gère au total trois bureaux syndicaux à Almeria, El Ejido et Nijar. Ces centres d'accueil et de conseil ont été une réponse au pogrom contre les travailleurs·euses marocain·es en 2000. Nous avons financé la construction et le fonctionnement de ces lieux avec d'autres organisations. Chaque jour, des personnes viennent chercher de l'aide dans ces lieux. Car souvent, même les misérables 900 euros par mois, gagnés pour 12 à 13 heures de travail par jour, sept jours sur sept, ne sont pas versés.

Les syndicalistes·s'occupent de ces ouvrier·ères, font pression sur les patrons en cas d'abus ou portent plainte contre les employeurs si nécessaire. Sans le syndicat, il est presque impossible pour les ouvrier·ères d'obtenir gain de cause. Ils sont une main-d'œuvre bon marché qui, bien que classée comme «essentielle» pendant la pandémie de Covid19, doit vivre dans des conditions très précaires. Non seulement ils et elles sont exploités·es économiquement, mais leur santé est également menacée, car ils sont régulièrement victimes d'accidents

du travail. C'est un sujet qui n'est guère abordé publiquement, mais qui nous préoccupe de plus en plus. Un triste exemple est l'accident d'un ouvrier écrasé par une presse dans une usine de recyclage de déchets plastiques agricoles. Le SOC-SAT dénonce le manque de formation à la sécurité sur le lieu de travail et le laxisme des employeurs à ce sujet. Les bras ou les jambes blessés et le contact non protégé avec des produits chimiques dans les serres font partie du quotidien. Nous avons informé le public européen de ces conditions intolérables au cours de ce rapport.

En 2023, le SOC-SAT a gagné son bras de fer avec le géant de la salade Primaflor/Mimaflor. L'entreprise reçoit d'importantes subventions de la PAC (Politique Agricole Commune de l'UE) et est une énorme consommatrice d'eau. L'entreprise est un exemple frappant d'abus de labels, car le groupe a pu se parer des labels «Corporate Social Responsibility» (CSR) et Global G.A.P (Good Agriculture Practice). Suite aux pressions répétées du syndicat, l'inspection du travail s'est rendue dans l'entreprise et a confirmé les faits reprochés: pas de droit aux congés payés, pas d'horaire, les travailleurs·euses pouvant être ainsi contraint·es de faire des heures supplémentaires ou être réquisitionné·s en fonction des besoins de l'entreprise, et ceci sans être payé·e s.

En outre, des représailles et des intimidations ont été exercées à l'encontre des délégués syndicaux. Une représentante du SOC-SAT a été licenciée abusivement pour avoir revendiqué ses droits. Une procédure judiciaire a été engagée afin d'obtenir la nullité de ce licenciement. Des conflits identiques ont eu lieu avec d'autres géants de l'agriculture, par exemple Agrupapulpi. Les 1500 employés (production et vente) ont été confrontés à des abus tout à fait similaires.

Dans les serres et les plantations en particulier, les installations sanitaires sont insuffisantes ou font totalement défaut. Un autre problème est la chaleur extrême en été. Il n'y a pas d'installations ombragées ou climatisées qui pourraient protéger les ouvrières, ni d'horaires fixes qui répondraient aux normes de prévention des risques professionnels liés à la chaleur.

En janvier 2023, le SOC-SAT a protesté contre l'évacuation du bidonville de Walili à Nijar et sa démolition, laissant plus de 450 migrant-es à la rue sans solution de relogement. De grandes manifestations ont eu lieu contre les coupures d'électricité permanentes dans le quartier ouvrier d'El Puche à Almeria et contre l'insuffisance de la collecte des déchets par la ville.

Nous avons soutenu l'ensemble du travail du syndicat dans la mer de plastique d'Almeria au cours de l'année de ce rapport.

A des centaines de kilomètres d'El Ejido:
des déchets plastiques partout.





Sud de la France

CODETRAS

Depuis des décennies, des milliers de migrant·es travaillent dans des conditions inhumaines non seulement dans le sud de l'Espagne, mais aussi dans le sud de la France. Des agences d'intérim douteuses, comme la société Terra Fecundis, condamnée en 2021, fournissent des fruits et légumes bon marché en Europe. Grâce à notre organisation partenaire CODETRAS*, le non-respect des prestations obligatoires -paiement des heures supplémentaires et respect des pauses-, les conditions de logement déplorables ou les punitions exemplaires infligées aux ouvriers et ouvrières rebelles ont été de plus en plus souvent mis en lumière ces dernières années.

En collaboration avec le CODETRAS, nous avons également soutenu financièrement et personnellement au cours de l'année passée d'anciens ouvriers·ères agricoles comme Yasmine T. Ils et elles ont eu le courage de se défendre contre les abus et sont donc exposé·es à une grande hostilité. Grâce à un travail juridique opiniâtre, Yasmine T. a obtenu d'un tribunal français un dédommagement de 20'000 euros. L'entreprise condamnée ayant déposé le bilan, il est cependant totalement incertain qu'elle reçoive un jour cet argent.

Vers la fin de la saison de récolte de l'année passée, une forte mo-

Yasmine T. se bat pour ses droits.

bilisation de dix-sept travailleurs marocains qui n'avaient jamais été payés a vu le jour dans les Bouches-du-Rhône. Le CODETRAS les a aidés dans leurs démarches juridiques, leurs demandes de papiers et a participé à un appel aux dons pour soutenir leurs familles. Le fait que cette manifestation ait pu avoir lieu est déjà un succès.

Le local d'accueil pour les ouvriers-ères agricoles que nous soutenons à Beaucaire (département du Gard) a été fortement sollicité, notamment par des personnes originaires d'Amérique latine. Afin de former davantage de conseillers et conseillères, un

programme de formation continue est mis en place.

Avec le CODETRAS, nous avons observé de près les changements de la migration de travail au cours des vingt dernières années et sommes devenus entre-temps la source la mieux informée pour de nombreux médias. Au cours de l'année 2023, le CODETRAS a organisé deux réunions de mise en réseau avec d'autres groupes en Dordogne (viticulture) et en Bretagne (arboriculture et maraîchage).

*Collectif de Défense des Travailleur-euses Saisonnier.
es: collectif de défense des travailleurs migrants dans l'agriculture (dans les Bouches-du-Rhône). Plus d'informations sur: www.codetras.org



Janeth M. s'engage dans le centre d'accueil de Beaucaire pour les personnes exploitées.

Exode & exil

Partout aux frontières et aux abords de l'Europe, nous rencontrons des initiatives de personnes qui aident de manière désintéressée les réfugié·es et les migrant·es.

Elles s'opposent à la violence des murs de la forteresse Europe et résistent à l'inhumanité qui tend de plus en plus à se normaliser.

Le Forum Civique Européen encourage et accompagne de telles initiatives par-delà les frontières.



France

Aide aux réfugié·es en détresse en montagne

De nombreux réfugié·es de pays en guerre ou en crise tentent, au péril de leur vie, de traverser les Alpes françaises depuis l'Italie afin de rejoindre un lieu sûr. Ils n'ont pas d'autre choix car les frontières officielles – du Brenner à Vintimille en passant par Chiasso – sont fermées aux personnes en quête de protection. Le col de Montgenèvre, au-dessus de la ville de Briançon, est le théâtre de scènes d'horreur répétées. Des familles entières, des enfants et même des femmes enceintes sont en route avec un équipement de montagne et d'hiver généralement totalement insuffisant. Ils sont pourchassés par la police des frontières et souvent renvoyés en Italie. Différentes initiatives et activistes, qui se nomment «les maraudeurs», organisent des patrouilles nocturnes pour



sauver les réfugié·es en détresse dans la montagne. Eux aussi sont constamment harcelés par la police. Au cours de l'année passée, nous avons soutenu un groupe de jeunes sauveteurs avec des moyens financiers et du matériel adapté à la montagne que nous avons pu collecter en Suisse.

Des produits bio pas seulement pour les «riches»

Différents projets agricoles et horticoles dans le sud de la France produisent des aliments bio dont ils distribuent gratuitement une partie aux personnes dans le besoin, notamment

aux migrant·es dans des «squats» (bâtiments vides occupés) de Marseille à Briançon. Nous avons soutenu ces initiatives de manière durable.

La Suisse, la Croatie et la Bosnie

Contre les expulsions vers la Croatie

Lorsque les migrant·es tentent de franchir la frontière extérieure de l'UE en Croatie depuis la Bosnie, ils subissent les pires sévices de la part de la police des frontières. Une fois en Croatie, ils et elles sont souvent exposé·es à d'autres violations des droits humains. C'est pourquoi les renvois de demandeurs d'asile de Suisse vers ce pays sont irresponsables. Nous avons participé à la campagne #StopDublinCroatia, qui regroupe plusieurs organisations non gouvernementales (ONG), pour protester contre cette mesure. Par une action de lettres, nous avons voulu inciter la cheffe du Département fédéral de justice et police, et donc la responsable suprême des questions d'asile en 2023, la conseillère fédérale Elisabeth Baume-Schneider, à stopper les expulsions. Plus de mille personnes ont participé à cette action de lettres. La lettre à signer a également été jointe à l'hebdomadaire zurichois WOZ et au «Courrier de Genève» afin de susciter encore plus de réactions et de gagner de nouveaux soutiens.



Remise du prix «Alpes ouvertes» à Berne

C'est dans ce même contexte que nous* avons organisé le 15 juin de l'année de ce rapport la remise du prix suisse des droits humains «Alpes ouvertes» aux deux initiatives croates «Are You Syrious ?» (AYS) et «Centre for Peace Studies» (CMS) à Berne. Elles ont été récompensées pour leur engagement courageux envers des réfugié·es et ont reçu chacune un prix de 6000 francs. Les deux organisations fournissent entre autres une aide d'urgence, des conseils juridiques et un soutien psychologique et dénoncent la violence à la frontière.

*En collaboration avec le cercle d'amis de Cornelius Koch.

Travail d'information en Suisse

Avant la remise du prix, nous avons invité les médias à une conférence de presse à laquelle les représentantes des lauréates de Croatie étaient présentes. De plus, nous avons pu organiser plusieurs rencontres entre des parlementaires et elles. De manière surprenante, nous avons également obtenu un rendez-vous personnel avec Madame Christine



Claude Braun (FCE) remet le prix à Anamaria Macanović (AYS), Andrea Jelovčić (CMS) et Suzana Rendulić (AYS).

Schraner-Burgener, la cheffe du Secrétariat d'État aux migrations (SEM). A toutes ces occasions et lors de tous les entretiens, nos hôtes croates ont décrit la situation intenable pour les réfugié·es dans leur pays et ont déconseillé de poursuivre les expulsions.



Dženan, Alma et Ajdin de l'initiative d'aide Rahma fournissent le nécessaire aux réfugié·es dans la zone frontalière bosniaque avec la Croatie.

De l'aide en Bosnie...

Outre les deux ONG croates, nous avons soutenu de manière accrue, au cours de l'année passée, des initiatives locales d'aide aux migrant·es en Bosnie – Rahma à Velika Kladuša et Kompas 071 à Sarajevo – ainsi que l'initiative internationale de «No Name Kitchen». C'était d'autant plus urgent que la misère sur la route des Balkans risquait d'être oubliée face à la guerre en Ukraine.

... et en Suisse

Ici, nous avons à nouveau été confrontés à de nombreuses situations d'urgence pour lesquelles nous avons dû apporter notre aide de manière non conventionnelle. Il s'agit souvent de la recherche d'une solution pour des sans-papiers ou des requérant·es d'asile débouté·es. Au cours de l'année passée, nous avons également soutenu différents comités et petites organisations qui s'engagent politiquement, juridiquement et humainement en faveur des réfugié·es arrivé·es ici.

Italie

La volonté de détruire «Riace»

«L'utopie de la normalité», c'est ainsi que Domenico Lucano, l'ancien maire de Riace, avait qualifié l'accueil des réfugié·es dans son village du sud de l'Italie. Il avait ainsi montré au monde qu'un accueil humain des migrant·es était possible et même facilement réalisable. Cet exemple a été une épine dans le pied des xénophobes du gouvernement italien, qui ont tenté de détruire le «modèle Riace» par des procédures judiciaires. En 2021, un tribunal de Locri (Calabre) a condamné Domenico Lucano en première instance à 13 ans de prison pour aide à l'immigration clandestine ainsi que pour fraude, abus de confiance, abus de pouvoir et constitution d'une association de malfaiteurs. Il aurait en outre dû rembourser 500'000 euros au gouvernement de Rome et à l'UE. Une partie des co-accusé·es a également été condamnée à de lourdes peines de prison.

Un grand soulagement

Le 11 octobre 2023, la cour d'appel de Reggio Calabria a annulé le jugement de première instance. Quinze des dix-sept accusé·es ont été acquitté·es sans condition. Domenico Lucano a été condamné à un an et six mois de prison avec sursis pour un délit administratif mineur, et l'une de ses collaboratrices à un an. Nous avons participé dès le début à la campagne de solidarité pour Riace et Domenico Lucano et avons organisé à plusieurs reprises des délégations sur place. Le fait que le jugement de première instance ait été révisé de cette manière peut être considéré comme un succès de cette solidarité internationale et a soulagé tout le monde.



Allemagne

Développement d'un réseau antifasciste

Le Forum Civique Européen en Allemagne a son siège dans la région rurale du Mecklembourg-Poméranie occidentale, à la ferme Ulenkrug, et est confronté d'une part à l'exode de la population locale, à la vente d'immenses surfaces de terres à de grands investisseurs et à la pollution de l'environnement par l'agriculture industrielle. D'autre part, la xénophobie et le racisme sont fortement répandus au sein d'une partie de la population (autochtones et nouveaux arrivant-es de l'Ouest). Les militants néonazis font également partie de ce tableau. Dans cette situation tendue, nous nous sommes engagés durant l'année passée en faveur des personnes réfugié-es et des migrant-es dans la région. Nous avons rendu visite à des personnes dans des foyers de réfugié-es, les avons invité-es à la ferme d'Ulenkrug et conseil-lé-es. Il s'agit de rompre l'isolement de ces personnes et de les informer de leurs droits.

Comme chaque année, nous avons manifesté le 8 mai, jour de la libération du nazisme, avec des initiatives régionales et nationales contre la soi-disant «marche funèbre» des néonazis à Demmin. Grâce à des contacts réguliers avec Rostock, Greifswald et Berlin, un large réseau antifasciste est en train de se constituer.



Maroc

Rabat - protection pour les plus vulnérables

Les femmes qui migrent des pays africains subsaharien vers l'Europe ont traversé le Sahara et ont subi des atrocités monstrueuses au cours de leur fuite. Les femmes subissent beaucoup plus de violences que les hommes en cours de route. Au Maroc, le dernier pays avant l'Europe, elles ne trouvent souvent pas d'hébergement; la violence et l'exploitation continuent. La première «maison de repos pour femmes réfugiées», appelée «Baobab», a été louée en 2015 par ARCOM (Association des Réfugié-es et Communautés migrantes) à Rabat. Baobab se compose de plusieurs appartements dans chacun desquels dix femmes peuvent vivre temporairement pour préparer leur futur. La demande est énorme.

Durant l'année de ce rapport, le FCE a soutenu le projet existant et a financé la location d'un appartement supplémentaire.



Bases de vie & autonomie

Les catastrophes s'accumulent - causées par la surexploitation des ressources de notre planète et par le changement climatique.

Le Forum Civique Européen s'y oppose en soutenant des mouvements de résistance écologique ainsi que des projets d'agriculture biologique et sociale.



La plaine de la Bekaa au Liban: ici, des personnes engagées de Buzuruna Juzuruna du Liban et d'Europe peaufinent un avenir commun et pacifique avec des réfugié-es syrien·nes.



Liban

Buzuruna Juzuruna - Les graines sont nos racines

Buzuruna Juzuruna (BJ) est le premier projet au Liban de production de semences paysannes de légumes, de céréales et de fleurs, avec une banque de semences désormais importante. Le groupe donne des cours d'agroécologie, offre des graines et des plants aux réfugié·es et vit une utopie sans frontières. Depuis six ans une vingtaine de personnes originaires du Liban, de Syrie et de France travaillent ensemble sur ce projet situé dans la plaine de la Bekaa.

Au cours de l'année passée, BJ a organisé, en plus de ses activités quotidiennes, une fête des céréales à laquelle nous avons participé avec une délégation d'Europe. A cette occasion, des solutions ont été recherchées pour faire face à la flambée des prix du pain. En raison de la guerre en Ukraine et des suites de la terrible explosion dans le port de Beyrouth, la Banque mondiale a dû subventionner en partie le pain. L'année précédente déjà, de nombreuses semences de variétés régionales de céréales ont pu être produites et, grâce

à notre soutien financier, 12 hectares de terres ont été loués et cultivés au cours de l'année.

Environ la moitié des quelques 1,5 million de personnes qui ont fui la Syrie pour le Liban se trouvent dans la plaine de la Bekaa. Cette région est marquée par l'agriculture industrielle et beaucoup des réfugié·es y vivent et y travaillent dans des conditions très difficiles. La situation des Syrien·es s'est entre-temps aggravée. Des unités militaires pénètrent de plus en plus dans les camps de réfugié·es, soit pour intimider les gens, soit pour expulser certain·es d'entre eux et elles vers la Syrie à titre d'exemple. Ce ne sont pas de bons signes, mais les exemples concrets de développement local et d'aide mutuelle sont d'autant plus un espoir auquel il vaut la peine de s'accrocher. Buzuruna Juzuruna n'a pas renoncé à croire en un développement pacifique et à le façonner avec persévérance. Nous soutenons le projet financièrement depuis le début et informons le public.



Faiqa est la responsable de l'espace semences et s'occupe de tout ce qui a trait à l'inventaire, à l'ensachage et au stockage des semences. Cela comprend aussi le nettoyage, comme sur cette photo.

Activités dans les pays d'Europe

Crise climatique et accaparement des terres

Au cours de l'année passée, nous avons soutenu des groupes de résistance écologique ainsi que la mise en place de projets autogérés d'agriculture biologique et d'écologie en Allemagne, en France, en Autriche et en Suisse. Nous essayons ainsi de contribuer à la préservation des bases de la vie et à la lutte contre la crise climatique.

Du 26 août au 3 septembre de l'année 2023, la première rencontre des «Luttes paysannes et rurales», que nous avons co-financée, s'est tenue près de Bure (département de la Meuse, Grand Est). Près d'un millier de personnes de près de 20 pays ont participé à ce camp auto-organisé. Ce fut un rassemblement très constructif qui a pu atteindre une partie importante de ses objectifs: renforcer l'engagement contre le projet de construction d'une décharge nucléaire dans la région, surmonter les divisions au sein du mouvement

et faire les premiers pas vers la construction d'une pratique viable de l'agriculture paysanne.

En Roumanie, la lutte contre l'accaparement des terres que nous soutenons s'est poursuivie. Un gros investisseur coté au Liechtenstein s'approprie de grandes surfaces de terres dans les collines proches de Sibiu, les clôt et y installe des bovins Angus. La «Karpaten Meat» (viande des Carpates) est vendue comme de la viande produite sur des «pâturages naturels». En réalité, la nature est privée de sa diversité par des clôtures* inhabituelles en Roumanie et par le mono-élevage avec toutes ses conséquences.

*Traditionnellement, les troupeaux étaient gardés (sans clôtures). Les clôtures empêchent les animaux sauvages de se déplacer librement, menaçant ainsi certaines espèces d'extinction. La biodiversité végétale de la région, qui compte parmi les régions les plus riches au monde en termes de biodiversité, est également menacée.



«C'est sans le nucléaire, qui vivrons nos terres», manifestation de clôture de la rencontre à Bure.



Protection contre l'arbitraire et la répression

Les personnes engagées dans des mouvements d'émancipation sont criminalisées dans le monde entier.

Elles sont exposées à la répression de la violence étatique ainsi qu'à l'arbitraire juridique.

Elles ont besoin de notre protection.





Colombie

Accès à la justice pour toutes et tous!

D'avril à juillet 2021, des centaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue en Colombie. Elles réclamaient la justice sociale, un changement de société et la fin de la violence systémique. Un mouvement populaire d'une ampleur inédite a vu le jour. Mais les protestations ont été réprimées avec une violence brutale: de nombreuses personnes ont été tuées, des centaines d'autres blessées, emprisonnées et torturées; beaucoup sont toujours portées disparues. Comme nous sommes liés depuis des années à des personnes, des mouvements et des projets en Colombie, nous avons réfléchi à ce que nous pourrions faire.

Une amie sur place a attiré notre attention sur l'organisation de défense des droits humains «Temblores» (Tremblements), que nous soutenons financièrement de-

puis lors. Les juristes et activistes de «Temblores» documentent les cas de violence abusive de la police et de l'armée et apportent une assistance juridique aux victimes de cette violence étatique. L'organisation s'engage en outre pour une réforme globale de la police.

Au cours de l'année passée, nous avons reçu une demande de «Temblores» pour financer un bus à bord duquel une équipe juridique se rendra régulièrement dans tout le pays afin d'offrir gratuitement ses services juridiques dans des communes défavorisées et aux personnes discriminées ainsi qu'aux groupes de population marginalisés – dans le but de leur garantir un accès à la justice. Ce nouveau projet s'appelle «La Temblorosa» et a vu le jour grâce à notre financement.

Turquie

Observation du procès de Pinar Selek

Depuis 25 ans, l'État turc tente de détruire la vie de Pinar Selek – écrivaine, sociologue, féministe et militante contre le machisme et le militarisme. Le 25 janvier 2017, le procureur général turc a requis pour la cinquième fois – après quatre acquittements devant le tribunal – une peine de prison à perpétuité. Le procès, construit sur des mensonges, devrait donc reprendre.

En 1998, le premier procès avait été engagé contre elle lorsqu'elle avait refusé de donner les noms des Kurdes qu'elle avait interviewés pour ses recherches sociologiques. Le prétexte de l'époque pour l'arrêter était qu'elle aurait commis un attentat à la bombe sur le marché aux épices d'Istanbul – une accusation qui a depuis été réfutée à plusieurs reprises. Elle a été emprisonnée pendant deux ans et demi et torturée. Après sa libération, elle s'est rapidement exilée en France. Le 6 janvier 2023, la Cour suprême de Turquie a soudain fait savoir que Pinar Selek risquait à nouveau la prison à vie pour le prétendu attentat à la bombe de 1998. Un mandat d'arrêt international devrait être lancé contre elle. Une audience a été fixée au 31 mars, mais la suite du procès a été reportée au 29 septembre.

Le 29 septembre, aucun jugement définitif n'a de nouveau été prononcé au palais de justice d'Istanbul. Le mandat d'arrêt international a toutefois été confirmé et une demande



Pinar lors de la remise du prix «Alpes ouvertes» 2019.

d'extradition vers la France doit être déposée. Pinar Selek est cependant devenue entre-temps une citoyenne française et une extradition est donc très improbable. Le procès a été reporté au 28 juin 2024.

Pinar Selek bénéficie d'une large solidarité internationale. Le Forum Civique Européen était représenté par plusieurs observateurs et observatrices. De nombreux·ses avocat·es turc·ques, français·es et suisses, des représentant·es du peuple, des scientifiques, des écrivain·es, des syndicalistes, des professeur·es d'université, une représentante du Consulat général de Suisse et des envoyé·es de différentes organisations de défense des droits humains étaient présent·es aux deux audiences. A chaque fois les délégations internationales ont dû faire face à un déploiement policier extrême, mais ont pu participer aux audiences. Nous serons en tous cas présent·es aux audiences jusqu'à l'acquittement définitif de Pinar Selek.



Devant le palais de justice d'Istanbul: action de solidarité des avocates et des activistes pour Pinar.

L'adieu à deux amis



Au cours de l'année passée, deux personnalités bien connues et compagnons de lutte nous ont quittés pour toujours:

Jacques Gaillot (1935 - 2023) de France: En 1995, il a été destitué par le pape Jean-Paul II en tant qu'évêque d'Evreux et littéralement envoyé dans le désert. Il était en effet trop gênant pour le gouvernement français et le Vatican. Nommé évêque de «Partenia», un évêché d'Algérie disparu depuis le 4e siècle, il a créé une plateforme internet du même nom et s'est engagé pour les droits des sans-abri, des prisonnier·ères et des sans-papiers. Lorsque nous lui demandions de soutenir une de nos actions, il répondait présent: simple, modeste et chaleureux.

Dick Marty (1945 - 2023), de Suisse: au cours de sa longue carrière, il a été procureur, conseiller d'État et conseiller aux États dans le canton du Tessin, ainsi que député à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Il a abordé de nombreux sujets brûlants, il avait l'art de déranger et était incorruptible. Nous avons fait la connaissance de Dick Marty en 2012, lorsque nous nous sommes rendus ensemble en Ukraine pour remettre le prix suisse des droits humains «Alpes ouvertes» au «Comité d'aide médicale en Transcarpatie» (CAMZ). Ce voyage commun a marqué le début d'une amitié et d'une collaboration durables.



Ces deux amis nous manquent et nous essaierons de poursuivre notre engagement également dans leur sens.

[Archipel]

le mensuel du Forum Civique Européen

Depuis septembre 1993, Archipel paraît onze fois par an en allemand et français avec un tirage d'environ 5'000 exemplaires. Il est diffusé en partie par abonnement en Allemagne, Autriche, France et surtout en Suisse. De plus, Archipel est envoyé gratuitement à des contacts du FCE en Europe de l'Est, Afrique, Asie et en Amérique latine, qui ne peuvent se permettre de payer un abonnement. Archipel informe des activités du FCE, d'autres groupes ou individus, présente des reportages sur l'actualité politique, mais aussi des réflexions sur l'histoire et la philosophie.

Vous trouvez les archives d'Archipel sous:
www.forumcivique.org

Dons

Solidarité à long terme grâce aux paiements réguliers

Le FCE se veut solidaire dans des situations d'urgence, mais aussi promoteur de projets pérennes. Il a pour ambition d'initier des changements à long terme. En privilégiant l'auto-organisation et en mettant en réseau les initiatives émancipatrices, nous espérons faire des petits pas vers l'utopie d'un monde plus juste. Ce travail n'est possible que grâce au soutien de nombreux donateurs et donatrices. Pour rester indépendant, le FCE se finance essentiellement par des dons privés. Avec vos dons vous aidez à diffuser des informations, à envoyer des délégations d'observateurs et d'observatrices dans des zones de tension, à soutenir la création et le fonctionnement de structures d'accueil pour les sans-papiers et migrant-es ainsi que l'assistance juridique aux personnes nécessiteuses.

Le soutien avec des ordres de paiements réguliers par la poste (DD) ou la banque (LSV) ne génère aucun frais, ni à vous, ni à nous. A chaque débit, vous serez informé par votre banque ou la poste et il est à tout moment possible d'annuler le soutien par une simple signature.

Soutien financier:

Dons en CHF:

PC 40-8523-5

IBAN: CH24 0900 0000 4000 8523 5

BIC: POFICHBEXXX

Pour les virements en euros:

Compte auprès de la banque cantonale de Bâle:

BKB-EURO-KONTO

IBAN: CH56 0077 0016 5490 9272 8

BIC: BKBBCHBBXXX

**L'association FCE est reconnue
d'utilité publique en Suisse**

Contacts FCE

Suisse:

Forum Civique Européen
St.Johanns-Vorstadt 13
Case postale
CH-4001 Bâle
Tel.: +41-61-262 01 11
E-Mail: ch@forumcivique.org

Autriche:

Hof Stopar
Lobnik 16
A-9135 Železna Kapla/
Eisenkappel
Tel.: +43-42 38-87 05

Mühle Nikitsch
Berggasse/Travnik 26
A-7302 Nikitsch/Filež
Tel.: +43-650/34 38 378
E-Mail: at@forumcivique.org

Allemagne:

Hof Ulenkrug
Stubbendorf 68
D-17159 Dargun
Tel.: +49-399 59-20 329
E-Mail: de@forumcivique.org

Ukraine:

Vul. Borkanyuka 97
UA-90440 Nizhne Selishche
Khust, Zakarpattia
E-Mail: ua@forumcivique.org

France:

Hameau de St-Hippolyte
F-04300 Limans
Tel.: +33-492 73 05 98
E-Mail: fr@forumcivique.org

Roumanie:

Joachim Cotaru
Str. Bisericii 234
RO-557168 Hosman (SB)
E-Mail: ro@forumcivique.org

www.forumcivique.org



En faisant un don, un legs ou un héritage au Forum Civique Européen, vous contribuez à créer un avenir plus juste et à montrer un visage ouvert et amical de l'Europe.

Forum Civique Européen
St. Johannis-Vorstadt 13
Case postale
CH-4001 Bâle
Tel.: +41 61 262 01 11
E-Mail: ch@forumcivique.org

civique
forum!org